



La Commune



Après plus de 100 jours de grève des postiers des Hauts-de-Seine, quatre syndicalistes sont placés en garde à vue !

quatre syndicalistes sont placés en garde à vue ! | Stop à la criminalisation du mouvement social ! Arrêt des poursuites !

Mercredi 21 mai, quatre syndicalistes et grévistes ont été placés en garde à vue. La répression qui s'abat sur eux est basée sur un tissu de mensonges de la part de la direction de la Poste et ne vise qu'à briser leur mobilisation qui dure depuis plus de 100 jours maintenant !

Une grève contre la précarité et contre les suppressions d'emplois

La grève est partie de Rueil pour exiger la titularisation en CDI d'une salariée précaire, mise à la porte à la fin de son contrat. La Poste est championne de cette pratique qui consiste à embaucher des " emplois d'avenir ", " contrats uniques d'insertion " et autres emplois aidés pour toucher des subventions... puis à mettre sur le carreau ces salarié-e-s pour en embaucher d'autres et ramasser de nouvelles aides publiques. Sur les 627 millions de bénéficiaires de La Poste, 293 proviennent du Crédit Impôt Compétitivité Emploi généreusement accordé par l'Etat.

La grève remet en cause le droit des patrons à prendre et à jeter les travailleurs et les travailleuses à leur guise. Un enjeu qui dépasse largement le niveau local alors que la plupart des bureaux connaissent aujourd'hui des " réorganisations " tous les deux ans.

Tous ensemble !

La grève regroupe depuis début février des facteurs de plusieurs centres. En février et mars, elle a également impliqué des postiers d'autres métiers (guichetiers de Rueil, Plate-forme colis de Gennevilliers). Ces dernières semaines, les grévistes se sont adressés à leurs collègues facteurs de Paris, où ils ont été favorablement accueillis, en particulier dans les bureaux visés également par des restructurations. Ils mènent également des actions communes avec les intermittents du spectacle et précaires, qui sont attaqués par le MEDEF et le gouvernement. Oui, il est possible de regrouper les secteurs qui se battent contre l'austérité et contre le gouvernement !

Non à la répression !

Après avoir refusé la discussion avec les grévistes pendant deux mois, La Poste mise maintenant sur la répression pour défaire le mouvement.

Sept militants du 92 sont menacés de licenciement, ainsi que quatre militants de Paris qui se sont solidarisés de la grève. Ce qui est nouveau et qui indique une implication directe de l'Etat dans la tentative d'écraser les grévistes, c'est le placement en garde à vue de quatre des cinq postiers grévistes des Hauts-de-Seine convoqués le mercredi 21 mai à la brigade de la Sûreté territoriale de Paris et ce malgré un rassemblement de soutien de plusieurs centaines de personnes. Une fois plus, le gouvernement Hollande-Valls montrent leur engagement aux côtés du patronat et de la répression. Un pas supplémentaire est encore franchi dans la criminalisation des mouvements sociaux.

Face à une lutte qui remet en cause la précarité et les suppressions d'emplois, la Poste et l'État s'apprêtent à frapper un grand coup. Ne les laissons pas faire ! Cette lutte, c'est celle de tous les salariés de la Poste et au-delà ! Mobilisons-nous pour demander l'arrêt immédiat de toutes les poursuites contre les syndicalistes et organisons la solidarité avec les grévistes des Hauts-de-Seine pour la victoire de la grève !

Pour aider les grévistes :

Une pétition a été mise en ligne (<http://www.change.org/fr/p/%C3%A9titions/sud-poste-92-apr%C3%A8s-trois-mois-de-gr%C3%A8ve-soutenons-les-postiers-du-92>).

Soutien financier : envoyez vos chèques à l'ordre de SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250 La Garenne-Colombes (avec la mention " solidarité grévistes " au dos du chèque)

Modifié le mardi 10 juin 2014

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... >>



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... >>



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... >>
